

SHORT NEWS

Forum 355: Streitkultur oder virtuelle Seifenblase?

(avt) - In seinem Editorial zur Flüchtlingssituation plädiert Serge Kollwelter für Solidarität; die gegenwärtige Lage sieht der integre Linke als Herausforderung für Luxemburg, gerade in der Zeit seiner EU-Ratspräsidentschaft. Es brauche einen langen Atem. Diesen benötigt auch, wer das vier Seiten lange Interview mit Erny Gillen, dem ehemaligen Generalvikar der katholischen Kirche, liest. Doch die Lektüre lohnt, zumal Gillen klug argumentiert und sich selbstkritisch und offen zu sozialen Fragen und Problemen der Kirchenreform äußert. „Man würde einer Lösung des Klimaproblems näher kommen, wenn wir unsere Lebensstile ändern würden“ sagt Gillen und bringt den Vorschlag des „Autofastens“ ins Spiel. Beim „Change Management“ der katholischen Kirche plädiert er für eine weitere Entkopplung von Bistum, LW und CSV auf nationaler Ebene und sieht in der Trennung von Vatikanstaat und Kirche eine Möglichkeit, das „schizophrene Machtgefüge“ aufzubrechen. In ihrer Einführung ins Dossier beklagt Kim Nommesch das Fehlen einer Luxemburger Streitkultur. In der Tatsache, dass sich die Politik bis wenige Wochen vor dem Referendum weitgehend aus der Debatte herausgehalten hat, sieht sie ein unverantwortliches Verhalten und plädiert nicht zuletzt dafür, die durch den Ausgang des Referendums entstandene Kluft als Chance zu begreifen. Die Öffentlichkeit in Luxemburg erwache langsam aus einem Dornröschenschlaf, meint hingegen Michel Thiel, der in seinem Beitrag die Wirkung „sozialer Netzwerke“ auf Politik und Gesellschaft untersucht. Durch die eigenen Einstellungen am Profil erstellten die NutzerInnen ihren eigenen Filter. So erweist sich Facebook nicht nur darin als tückisch, dass sich in diesem Medium politisch fragwürdige Debatten entwickeln, sondern auch, insofern die Nutzer sich hier in ihrer eigenen Welt wähen können.

Nobelpreis gegen Malaria und Imperialismus

(lm) - Über den ehemaligen chinesischen Leader Mao Zedong wird gerne gesagt, sein Wirken sei zu 30 Prozent negativ und zu 70 Prozent positiv gewesen. Wie dem auch sei, zu den positiven Anteilen wird künftig sein Einsatz für die Entwicklung eines Malaria-Medikaments auf natürlicher Basis hinzugerechnet werden. Einen Medizin-Nobelpreis allerdings bekommt Mao dafür nicht. Der geht an die chinesische Forscherin Tu Youyou, die, so heißt es, die entscheidende Entdeckung gemacht hat. Angefangen hat die Geschichte während des Vietnamkriegs, als beide Seiten unter den resistent gewordenen Malaria-Erregern litten. Die Nordvietnamesen, wendeten sich an Mao, der seine Forscher mit der Entwicklung eines neuen Medikaments beauftragte. Unter den schwierigen Bedingungen der Kulturrevolution, während der viele Akademiker als Klassenfeinde verfolgt wurden, wurden Tu und ihre Mitarbeiter, auf ein Mittel aus der traditionellen chinesischen Medizin aufmerksam: den Einjährigen Beifuß. Es gelang ihnen, den Wirkstoff zu isolieren. Nach und nach etablierte sich das Medikament und gilt heute als wirksamer als das seinerzeit von den USA entwickelte Mittel. Mittlerweile entwickeln die Malaria-Erreger allerdings auch eine Resistenz gegen diese Medikamente. Es darf also wieder geforscht werden - für den nächsten Malaria-Nobelpreis.

« Wäerteunterrecht » - Meisch tendrait vers la religion

(lc) - Après avoir été pris à partie assez violemment par le Cercle de coopération des associations laïques sur son inactivité et le manque de transparence dans le dossier de l'enseignement aux valeurs - dont la seule chose dont on peut être sûr est qu'il aura une année de retard -, Claude Meisch a réagi. Sur les ondes de la radio publique 100,7, il a non seulement admis que son ministère avait continué à embaucher des théologiens, mais aussi que le groupe de travail sur la nouvelle matière n'était toujours pas d'accord sur la question de savoir si la philosophie ou les religions devraient avoir le lead. Le ministre a ajouté que, au cas où aucun arrangement ne pourrait être trouvé, ce serait à la politique de trancher et que la possibilité que les religions aient la primeur ne serait pas exclue.

AKTUELL

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AU PORTUGAL

La gauche divisée

Nuno Lucas da Costa

Elles étaient en théorie les élections les plus simples de l'histoire démocratique récente du Portugal pour vaincre le gouvernement sortant. Pourtant les Portugais en ont décidé autrement.

Après quatre années de dure austerité et de forte émigration, le premier ministre portugais, Pedro Passos Coelho, sort vainqueur des législatives du 5 octobre dernier en captant 38,55 pour cent des votes (104 sièges au parlement sur un total de 230). À la tête de l'alliance « Portugal en avant » (libéraux du PSD et conservateurs du CDS), Passos Coelho s'est vu toutefois retirer la majorité absolue, en perdant 730.000 votes et 22 sièges par rapport aux élections de 2011.

Le grand perdant est le Parti socialiste portugais (32,38 pour cent), même s'il passe de 74 à 85 sièges. Beaucoup considèrent que ce fut la pire campagne de l'histoire du PS. Son candidat Antonio Costa, vu comme un rassembleur, n'a jamais réussi à faire passer un message clair, séduisant tantôt l'électorat du centre tantôt celui de gauche.

Le grand gagnant se trouve à la gauche non communiste du PS : le BE - Bloc de gauche (félicité par Déi Lénk) - est passé de 5,2 pour cent et 8 députés en 2011 à 10,2 pour cent et 19 députés. La candidate Catarina Martins a su captiver un électorat même en dehors des zones urbaines, en misant sur une campagne de proximité avec les gens.

Vers de nouvelles élections?

Les résultats officiels indiquent une gauche portugaise majoritaire. Si l'on combine les voix et les sièges réservés à toute la gauche confondue, cet ensemble obtient 52,3 pour cent des voix et 122 députés sur un total de 230.

Le bal des négociations postélectorales peut ainsi commencer. Les communistes du PCP, qui ont toujours considéré le PS au même titre que les partis de droite, se disent prêt à négocier. Du côté du Bloc de gauche, la porte-parole, Catarina Martins, a manifesté au leader socialiste, Antonio Costa, sa disponibilité pour une solution de gouvernement dès lors que certaines « lignes rouges » telles que les salaires et les pensions sont respectées. Le Bloc de gauche prône également la renégociation de la dette du

pays et insiste sur l'arrêt des réductions de moyens accordés à la Sécurité sociale.

La balle est donc dans le camp des socialistes, même si ces derniers la renvoient du côté de la coalition gagnante pour une solution gouvernementale. Après la défaite, Antonio Costa a lui aussi tracé ses lignes rouges en réponse au PC et au BE. Il se dit opposé à la formation de « majorités négatives » créatrices d'obstacles à « gérer des alternatives crédibles de gouvernement ». Pourtant, le PS ne fera aucune marche arrière en ce qui concerne les compromis européens du Portugal (le remboursement de la dette et la continuité de l'euro). Cette semaine, le candidat perdant des socialistes a réitéré que la responsabilité de créer les conditions gouvernementales incombe à l'alliance PSD/CDS, tout en considérant indispensable la clarification des positions du PCP et du BE sur l'existence de conditions en vue de la formation d'un nouveau gouvernement majoritaire.

Pour l'heure, une première réunion s'est tenue entre le Parti communiste et Antonio Costa mercredi. L'objectif premier des communistes est celui d'éviter à tout prix la continuation de la coalition centre droit au pouvoir. Toutefois, cette rencontre s'est limitée à analyser les résultats électoraux et à manifester la disponibilité du PC de rendre viable un gouvernement PS, sans rentrer dans les détails. Le même jour, le Bloc de Gauche a planifié une réunion avec les socialistes lundi prochain.

Pour clore cette ronde de « rencarts », une rencontre a été accordée pour aujourd'hui entre le premier ministre Pedro Passos Coelho et Antonio Costa. En début de semaine, Passos Coelho avait affirmé sa volonté de faire un accord avec le PS pour les prochaines quatre années, sans spécifier si cela passerait par une alliance gouvernementale ou par des accords parlementaires.»

Un scénario qui se dessine est celui de nouvelles élections. Celles-ci auraient lieu au mois d'avril de l'année prochaine, juste après les élections présidentielles qui se tiendront en janvier. D'ici là, la Constitution portugaise empêche le président de la République de dissoudre le parlement. Les politiques d'austérité pourront ainsi continuer en toute normalité.